



Genrer l'analyse des conflits
dans leur contexte:
le cas de la *crise anglophone*
au Cameroun

Tanushree Kaushal

THE
GRADUATE
INSTITUTE
GENEVA

CENTRE
GENRE

Gender Centre Working Paper 13 | 2020

Tanushree Kaushal est doctorante à l'Institut de hautes études internationales et du développement. Ses travaux portent sur la dette, les études de genre et les empires. Sa recherche explore les instruments financiers utilisés dans le Sud global et qui relie les espaces «urbains» et «ruraux» tout en impliquant les femmes et les féminités dans le cadre des «inclusions» financières. Elle a auparavant travaillé comme consultante sur les questions de genre dans une approche transnationale pour des organisations comme la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) à Genève et la National Commission for Women à New Delhi.

Pour citer ce document :

Kaushal, T. 2020. Genrer l'analyse des conflits dans leur contexte : le cas de la *crise anglophone* au Cameroun. Working Paper 13 | 2020. Genève: Centre genre, Institut de hautes études internationales et du développement.

Ce document est la traduction en français du *working paper* :

Kaushal, T. 2020. Contextually Engendering Conflict Analysis: The Case of the Anglophone conflict in Cameroon. Working Paper 11 | 2020. Geneva: Gender Centre, The Graduate Institute of International and Development Studies.

Traduction d'anglais en français: Aurélie Cailleaud

Relecture: Emmanuelle Chauvet

Pour l'écriture, la traduction et la publication de ce document, le Centre genre a reçu le soutien de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC).

Ce document est publié sous licence Creative Commons Attribution – NoDerivatives 4.0 International License (CC-BY-ND).

Image de couverture: © Nomad_Photo / Shutterstock.com

GENRER L'ANALYSE DES CONFLITS DANS LEUR CONTEXTE :

le cas de la *crise anglophone* au Cameroun

Synthèse

Ce document a été rédigé pour mettre en lumière les structures et les acteur-trices qui, souvent, passent inaperçus pendant et après les conflits. La « crise anglophone » qui se joue actuellement au Cameroun est communément décrite de manière réductrice. Une étude attentive du contexte montre cependant que les revendications formulées dans le cadre de ce conflit, notamment celles des femmes, sont de nature structurelle et hétérogène. Ce texte vise à appréhender cette disparité en replaçant la crise dans son contexte et en examinant attentivement deux périodes de l'histoire qui ont déterminé la crise actuelle – la période coloniale et la période de libéralisation politique et économique qu'a connue le pays dans les années 1990. Cette réflexion historique permet de faire ressortir un certain nombre de revendications généralement ignorées. Ancrée dans le contexte historique du conflit, elle dévoile les composantes et logiques sociales, politiques et économiques qui doivent être attentivement explorées pour comprendre l'ensemble de revendications et de préoccupations des acteur-trices en présence.

INTRODUCTION

Ce document passe en revue les travaux actuels et passés qui visent ou ont visé à étayer la recherche – notamment féministe – relative au conflit et aux tensions que connaît actuellement le Cameroun. Il part du principe qu'une approche féministe des enquêtes du type de celles habituellement menées par les Nations unies et les autres délégations implique en tout premier lieu d'étudier les facteurs sous-jacents des conflits – historiques, économiques et politiques – en commençant par explorer et problématiser la place et le rôle des femmes. En formulant des questions contextualisées pour dépasser les récits de conflit si souvent véhiculés dans la perspective et par la voix des hommes, on rend visibles les acteur-trices marginalisé-es et non combattant-es, et l'on produit les analyses plus globales qui sont nécessaires tant à la lutte contre les causes profondes de ces conflits qu'aux interventions visant à y mettre fin. Pour parvenir à instaurer une paix durable, il faut indubitablement observer et documenter les conflits en prenant en considération des points de vue différents, et notamment celui si souvent négligé des femmes.

Ainsi, sur le plan méthodologique, cette revue de la littérature et des rapports relatifs aux tensions que connaît le Cameroun vise explicitement à développer une réflexion critique dans une perspective de genre – une seule question a occupé le centre de toutes les lectures : où est et quelle est la place des femmes ? Nous espérons que, de la sorte, ce document permettra de mieux déterminer les questions à poser, maintenant et dans l'avenir, avant de procéder à un recueil de données sur de nouveaux conflits.

MAINTIEN DE LA PAIX ET CONFLITS DANS LEUR CONTEXTE : LE CAS DU CAMEROUN

On dit généralement du conflit en cours au Cameroun – baptisé *crise anglophone* – qu'il a commencé en 2016, quand des avocat-es, des syndicalistes et des enseignant-es de la partie anglophone du Cameroun ont commencé à manifester contre les politiques du gouvernement composé de membres issus de la majorité francophone (Gigova 2016). Ces manifestations auraient été violemment réprimées par ledit gouvernement, et cette répression aurait donné naissance à un cycle de violences et de représailles de toutes parts. Nous affirmons que la crise et les déterminants de la violence qui s'exprime actuellement datent d'avant 2016. Il faut déconstruire la dichotomie conflit-paix pour repérer les dynamiques qui sous-tendent

et alimentent la violence en temps de conflit. Par ce processus, les catégories que constituent la guerre et la paix s'imbriquent (Richards 2005), et une autre chronologie des conflits apparaît, moins abrupte que celle qui prévaut dans le discours du gouvernement camerounais, dans celui des leaders du mouvement sécessionniste dominant ou dans celui des acteurs étrangers. Ces observations ont une grande importance car elles vont orienter l'exploration et les recherches qui vont, par l'intermédiaire d'un travail avec les communautés et d'un recueil de données, être menées pour permettre d'identifier les activités nécessaires à la résolution du conflit et à la restauration de la paix.

Pour comprendre la nature du conflit en cours, il convient d'examiner attentivement les structures, systèmes et réseaux qui en ont favorisé le déclenchement à un moment donné. Dans le cas du Cameroun, on voit que les différents groupes d'intérêts réinventent et réutilisent le passé pour créer leur identité en opposition avec celle des autres. Le présent est donc émaillé de résurgences et d'interprétations du passé, et cette histoire est généralement racontée du point de vue des hommes, et par des hommes. En procédant à une évaluation historique de la situation, on ancre le conflit dans des dynamiques anciennes particulièrement importantes pour l'analyse. Le présent document met en évidence les différentes tensions qui sous-tendent cette crise jusqu'ici décrite comme un conflit relativement simpliste entre deux groupes linguistiques.¹ Il montre que l'on ne peut comprendre la crise anglophone qu'en la replaçant dans le prolongement de deux périodes historiques importantes : celle de la domination coloniale britannique et française, et la période de libéralisation économique et politique des années 1990. Chacune de ces deux périodes a modifié le tissu social et politique du pays tout entier, dont celui des régions Nord-Ouest et Sud-Ouest. Ces événements ont changé la position des femmes dans la division genrée du travail, ainsi que leur accès aux espaces et aux services publics. Ce travail vise donc à mettre au jour les dimensions et tensions sociales, économiques et politiques sous-jacentes qui sont occultées dans la plupart des discours relatifs à cette crise.

4

La perspective féministe nous permet en outre de dépasser les cadres dominants d'évaluation des conflits pour analyser la place des femmes et écouter ce qu'elles ont à dire. De quels domaines et comment sont-elles exclues ou incluses durant et avant la crise, et comment cela influe-t-il sur la situation actuelle ? Pour révéler les grandes structures à l'œuvre dans le conflit et tenir compte du point de vue si souvent marginalisé des femmes, nous étudierons les périodes historiques qui ont influencé et façonné la dynamique de la crise actuelle. Nous évoquerons donc (a) la période coloniale et (b) les années 1990, durant lesquelles le Cameroun, comme d'autres pays africains, a opéré une décentralisation politique.

Enfin, le champ académique de l'étude de la politique internationale et de la paix emprunte un tournant sociologique et humano-centré de plus en plus marqué (Brewer 2010). On observe ainsi une tendance à explorer les rouages quotidiens de la paix et leur articulation avec la compétition pour le contrôle du capital social qui existe entre individus et entre groupes dans les environnements conflictuels ainsi que dans les institutions et les contextes d'avant la crise. La recherche menée par Krause et Jütersonke (2005) sur des tentatives récentes de restauration de la paix nous a mis en garde contre les approches relevant de l'ingénierie sociale qui tentent de remplacer ou d'accélérer le processus spontané de formation de l'État (Krause et Jütersonke 2005) ; les auteurs considèrent que « l'État » est une notion universelle même si les idées qui lui sont associées sont propres à un contexte westphalien spécifique et à un moment donné de l'histoire. À l'opposé de ces approches traditionnelles, d'autres affirment qu'il convient de mener des études plus locales et de tenir compte des particularités régionales pour appréhender un conflit et comprendre les raisons pour lesquelles les acteurs y prennent part. Pourquoi les personnes « confient-elles » leur droit à la *sécurité* et à la *protection* à des acteurs non étatiques ? Quels sont les déterminants de la confiance (et de la défiance) dont font preuve les personnes et les communautés, et comment peut-on « construire » ou regagner cette confiance ? Quelle forme les revendications prennent-elles, et comment s'expriment-elles dans le cadre de régimes spécifiques ? Quels sont les clivages internes aux

¹ Cette vision de la crise anglophone – un conflit d'intérêts opposant deux groupes linguistiques distincts – s'est progressivement imposée au sein du mouvement sécessionniste à mesure que les groupes et personnalités radicales se faisaient davantage entendre ; ceux-ci souhaitent obtenir l'indépendance pleine et entière qu'ils justifient par l'idée de l'existence de peuples distincts. Pour sa part, le gouvernement tente de nier l'existence même d'un conflit interne au Cameroun, et fait aussi taire les acteurs les plus modérés du mouvement pour pouvoir présenter celui-ci à la communauté internationale comme un mouvement dont les revendications et le mode d'action radicaux rendent tout dialogue impossible (ICG 2017 ; ICG 2019 ; RFI 2017).

groupes supposément unis (par exemple, les « anglophones »), et en quoi ces clivages influencent-ils le conflit et ses suites ? En répondant à ces questions, on peut ancrer le conflit dans sa spécificité et dans son contexte particulier comme le préconisent les recherches menées récemment sur la construction de la paix. Les solutions et les mesures les plus efficaces – celles qui agiront véritablement sur les fondements structurels et sur le *continuum de la violence* dans lequel évoluent les individus et les communautés – ne peuvent découler que de la reconnaissance et de la compréhension des particularités d'un conflit.

LA DOMINATION COLONIALE : UN MOMENT CLÉ DE LA NAISSANCE DES CONFLITS ET DES IDENTITÉS

Introduction : une récente histoire contextuelle

Le territoire composé du Cameroun contemporain et de parties de certains pays limitrophes est devenu, en juillet 1884, la colonie allemande baptisée Kamerun. L'Allemagne portait un intérêt tout particulier au potentiel agricole du Cameroun, et plusieurs entreprises de négoce allemandes se sont établies dans la région. Pendant la Première Guerre mondiale, plus précisément en 1914, les Britanniques ont envahi le Cameroun à partir du Nigeria et, après la guerre, le Royaume-Uni et la France se sont partagé la colonie en vertu des mandats qui leur avaient été confiés en 1919 par la Société des Nations. La France s'est vu attribuer la plus grande partie du territoire (le Cameroun français), et le Royaume-Uni s'est vu confier l'administration d'une étroite bande de territoire limitrophe du Nigeria (le Cameroun britannique). Le Cameroun britannique était indirectement géré par les Britanniques à partir du Nigeria (Mawhood 1993, 189). L'héritage de la colonisation est différent dans les deux régions à plus d'un titre.

5

Les formes et héritages distincts des dominations coloniales française et britannique au Cameroun

De nombreuses recherches relevant de toutes les disciplines des sciences sociales ont étudié les similarités et les différences entre les dominations coloniales française et britannique dans les différentes régions du monde. Traditionnellement, on oppose les modalités « indirectes » de la domination coloniale britannique à l'administration plus « directe » et à la volonté d'assimilation du peuple colonisé caractéristiques de la domination coloniale française. Mais des recherches ont montré que cette dichotomie appelait en fait davantage de nuances, et notamment révélé la diversité des outils et mécanismes mis en œuvre tant par les Français que par les Britanniques – lesquels, même guidés par des politiques coloniales distinctes, reposaient sur l'utilisation, l'invention et la réinvention des autorités locales (Geschiere 1993). Le Cameroun contemporain nous donne la possibilité d'observer deux régions respectivement administrées par les Français et par les Britanniques, et de les comparer pour identifier des variations d'ordre général.

Les systèmes de gouvernance français et britannique diffèrent notamment sur deux points : les questions relatives au droit coutumier et celles relatives aux chefferies locales. Le Cameroun britannique a dû se conformer au système de la *common law*, lequel conférait légèrement plus de droits aux investisseurs et aux propriétaires que le système de droit civil appliqué par la France au Cameroun (Mamdani 1996). Le droit et l'administration britanniques ont donné aux chefs locaux la possibilité d'assumer des rôles exécutifs et judiciaires. La France a, elle aussi, employé des chefs locaux dans son administration, mais elle a plus directement et plus visiblement exercé son pouvoir *par leur intermédiaire*, ce qui a compromis leur statut d'autorité locale digne de confiance aux yeux de la population locale.² Cette logique était particulièrement visible (et l'est toujours) dans le domaine foncier et successoral. L'administration française a créé un système d'immatriculation et de certification

² Il convient de signaler ici le caractère genré des chefferies ; ces autorités « locales » étaient composées d'hommes, car eux seuls étaient, traditionnellement, autorisés à détenir ce pouvoir dans la plupart des régions. Au début de l'année 2019, 123 femmes ont pour la première fois été nommées à des postes de décision dans les chefferies camerounaises. Plusieurs de ces femmes avaient auparavant, dans leurs régions respectives, milité et mené des actions dans des domaines relevant du social comme les soins de santé ou l'accès à l'éducation (BBC Pidgin 2019).

par l'intermédiaire duquel les individus pouvaient obtenir des titres qui leur conféraient ensuite des droits à exploiter les produits forestiers dans une zone spécifique. Les Britanniques, quant à eux, ont davantage pris en considération les règles et pratiques coutumières locales relatives à l'utilisation et à la propriété des terres. Le système foncier hybride – colonial et coutumier – mis en place par les Britanniques a été totalement remplacé par un système foncier fondé sur les droits individuels en 1974 (Baye 2008). Les systèmes coutumiers reposaient sur un certain nombre de notions telles que l'utilisation commune des terres dont les villages dépendaient pour garantir leur équilibre social. Dans les zones rurales camerounaises, cette transformation du modèle de droit foncier a ébranlé les systèmes et rapports sociaux. Elle a accru la concurrence pour la terre, laquelle a placé les femmes dans une position particulièrement précaire. Le cadre légal camerounais a donné des droits fonciers aux femmes comme aux hommes, mais, selon la plupart des cadres légaux coutumiers, les femmes ne pouvaient ni posséder de terres ni en hériter directement. Toutefois, différents mécanismes garantissaient l'accès des femmes aux ressources, et notamment au produit des cultures qu'elles pratiquaient sur ces terres, ainsi que leur droit à les utiliser et à les vendre. Quand il est devenu légalement possible pour les femmes de posséder des terres en vertu de la réforme du droit foncier de 1974, de nouvelles pratiques et méthodes ont été employées pour les priver de leur accès aux nouvelles formes de propriétés (Goheen 1997). Elles ont en outre remis en cause les droits et accès dont les femmes jouissaient auparavant – notamment la propriété du produit des cultures faites sur une terre appartenant directement à un homme. Ces changements dans les dynamiques sociales, ainsi que les revendications qu'ils ont déclenchées, notamment dans la partie anglophone du Cameroun, seront étudiés plus précisément dans la section portant sur la période de libéralisation politique et économique qui a profondément et considérablement modifié le tissu sociopolitique du Cameroun dans les années 1990. Ces nouvelles revendications, qui ont nourri le mouvement anglophone, seront attentivement examinées dans les sections suivantes pour lever le voile sur la nature multidimensionnelle de la crise actuelle.

Les différences entre les deux types de domination coloniale se sont également traduites dans l'espace des chefferies. Comme nous l'avons dit précédemment, les Britanniques ont accordé aux chefs locaux une certaine liberté dans l'exercice des fonctions exécutives et judiciaires au nom de la puissance coloniale, et les chefs ont souvent mis en application des lois coutumières hybrides conformes aux nouvelles exigences britanniques. Les chefs locaux du Cameroun britannique ont, de ce fait, acquis une autorité et une légitimité plus fortes que leurs homologues de la partie francophone du pays. Selon Mawhood (1993, 189, notre traduction), « pendant les quarante ans de son existence divisée, le Cameroun oriental a fait figure de fleuron de l'empire colonial français, alors que la zone occidentale, perçue comme une partie périphérique de l'administration du Nigeria, a été pratiquement oubliée ». Les différences observées dans l'attention accordée à ces territoires ainsi que dans les modalités de contrôle employées par les deux puissances coloniales ont trouvé leur prolongement dans leurs attitudes respectives vis-à-vis du Cameroun après son indépendance. Les deux Cameroun ont été réunifiés en 1961 pour former un État fédéral. Mais le système fédéral a été démantelé en 1972, et remplacé par un système légal unitaire et centralisé. De ce fait, l'État a mis les chefferies existantes sous pression. Il a notamment remis en cause différents rôles auparavant joués par les chefs de village, lesquels ont donc été placés dans une situation ambiguë. L'écologie sociale des zones rurales, dans lesquelles les chefferies étaient prédominantes, en a été modifiée. Et ces changements, qui seront analysés plus en détail dans les sections suivantes, se sont intensifiés avec la libéralisation politique des années 1990.

Le Cameroun du Sud (la partie méridionale de l'ancien Cameroun britannique) est devenu une région autonome en 1953, et a organisé ses premières élections en 1954. En 1961, les Nations unies ont organisé un référendum dont l'objectif était de déterminer à quel pays allait être rattaché le Cameroun du Sud : le Cameroun ou le Nigeria. Les Britanniques s'étaient opposés à ce que l'option de l'indépendance soit alors proposée. La population du Cameroun du Sud a voté pour un rattachement au Cameroun. En 1972, le gouvernement camerounais, craignant que le Cameroun du Sud fasse sécession, a organisé un référendum qui a abouti à l'adoption d'une nouvelle constitution. Celle-ci a remplacé l'État fédéral camerounais par un État unitaire, et a fortement concentré le pouvoir entre les mains du président. Le Cameroun du Sud a perdu son statut de région autonome pour devenir les régions

Nord-Ouest et Sud-Est de la République du Cameroun (Tajoche 2003). Pour procéder à cette unification, les autorités camerounaises ont tenté de produire un modèle national applicable à un contexte social éminemment hétérogène dans lequel les puissances coloniales s'étaient appuyées sur les formes locales de gouvernance et d'organisation. Elles ont introduit des systèmes nouveaux dans lesquels les femmes ont acquis des positions nouvelles vis-à-vis des hommes, et qui sont souvent entrées en contradiction avec les systèmes existants. Ces changements ont fait naître une précarité pour les femmes à plusieurs titres : dans leur possibilité de recourir aux cadres légaux et sociaux, dans leur statut social (dans les domaines du foncier et des droits individuels) et, enfin, dans leur possibilité de recourir aux autorités politiques pour obtenir réparation et justice.

LA LIBÉRALISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DES ANNÉES 1990 : LA TRANSFORMATION DU PAYSAGE SOCIAL

Les mouvements sécessionnistes anglophones sont nés dès l'abolition du fédéralisme en 1972. Mais ils ont gagné en importance et en popularité dans les années 1990, décennie à partir de laquelle ils ont porté un ensemble plus vaste de revendications de la population anglophone du Cameroun.

Déplacement et dépossession : un rapport modifié à la terre

L'économie camerounaise était en grande partie fondée sur les cultures d'exportation comme le cacao et le café. Au milieu des années 1980, le prix de ces matières premières s'est effondré et le pays a plongé dans une récession économique. Les politiques d'ajustement structurel, lancées en 1987, ne sont tout d'abord pas parvenues à modifier les facteurs macroéconomiques fondamentaux. La crise a duré plus de dix ans, durant lesquels le pays a affiché, à plusieurs reprises, un taux de croissance annuel négatif de son PIB. Mais l'économie du pays s'est stabilisée à la fin des années 1990, notamment grâce aux importantes réserves nationales de pétrole. Dans le cadre du programme d'ajustement structurel et des autres mesures adoptées pour contrer les effets de la récession, plusieurs entreprises publiques ont été privatisées et le gouvernement a considérablement réduit ses dépenses (DeLancey et DeLancey 2000). Parallèlement, au Cameroun comme dans les autres pays d'Afrique, les entreprises privées ont fait irruption dans le paysage économique, provoquant une vague d'achats de terres dont les propriétaires ont souvent été marginalisés et déplacés. Les terres qui, auparavant, étaient généralement un bien commun, notamment dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, ont donc été privatisées. En vertu des articles 14 et 15 de l'Ordonnance N° 74 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier, toutes les terres auxquelles aucun titre foncier n'était associé – dont celles qui relevaient du régime coutumier – ont été considérées comme propriétés de l'État, quelle que soit la durée pendant laquelle elles avaient été occupées. Les titres fonciers sont devenus les seules preuves légitimes de la propriété foncière, mais leur obtention était souvent trop difficile et trop coûteuse pour les membres des communautés locales. Faute de titre foncier, la propriété était invalidée. Les droits des propriétaires fonciers sur leurs terres sont donc devenus éminemment précaires (Ndi et Batterbury 2017). Les chefs de village ont souvent facilité le processus d'accaparement des terres et coopéré avec l'État et les entreprises. Selon les personnes interrogées dans le cadre de la recherche de Ndi et Batterbury, les chefs locaux ont, de ce fait, perdu la confiance de leurs communautés, et les hiérarchies sociales, ainsi que l'économie morale de la confiance, ont été bouleversées. Les changements de fond qui sont intervenus dans les réseaux socioculturels et dans les rapports qui liaient et sécurisaient depuis longtemps les communautés ont eu des effets déstabilisateurs à plus d'un titre : ils ont précarisé le système foncier, mais ils ont aussi perturbé les réseaux sociaux dans les villages (Ndi et Batterbury 2017).

La libéralisation politique et l'évolution du rôle des chefferies

Dans les années 1990, le Cameroun a instauré le multipartisme ainsi qu'un certain degré de liberté d'association. Le multipartisme a été officiellement promulgué le 19 décembre 1990, et le nombre de partis politiques est passé de 1 en

1990 à 149 en 1997 (Socpa 2016). L'un d'entre eux, le Front social démocrate (FSD), comptait majoritairement des cadres et des membres anglophones. Cette même période a vu naître plusieurs associations et groupes d'intérêts anglophones. La population anglophone a alors commencé à exprimer des revendications, depuis longtemps contenues, relatives à son exclusion de la croissance économique et des principales dépenses de l'État, et ces revendications ont gagné en importance et en popularité (Geschiere 2018, 49). L'introduction du système multipartite a progressivement modifié la vie politique des villages. Avec la décentralisation, l'autorité que détenaient autrefois les chefs de la région Nord-Ouest a été profondément remise en cause. Ils ont été pris en étau entre leurs administré-es d'une part, dont la plupart étaient opposé-es au président et à son gouvernement, et le gouvernement d'autre part, qui payait leur salaire et les soumettait à une certaine pression. Les nombreux partis nouvellement créés ont entamé une lutte pour installer leur influence locale, et les chefs les y ont aidés. Ces derniers ont donc dû tenter de trouver un équilibre entre le profit qu'ils pouvaient tirer de leur proximité avec le pouvoir politique étatique et la préservation de la confiance qui les liait à leurs partisan-es et de leur autorité. Nombre d'entre eux se sont retranchés derrière l'État pour justifier certaines de leurs décisions, et ont perdu de leur influence et de leur autorité sur les villageois-es. Cette dynamique a elle aussi contribué à la transformation des économies morales de la confiance dans les zones rurales où les rapports sociaux traditionnels ont été remis en cause par la mise en place de nouveaux rapports et réseaux sociaux (Mqeke 2003).

La diversité des exigences et revendications au sein du « mouvement anglophone »

8

Pendant cette période des années 1990 où le Cameroun a connu des changements internes, l'importante diaspora anglophone d'Amérique et d'Europe a elle aussi utilisé les ressources dont elle disposait pour mobiliser tant ses membres que la population résidant au pays. L'internet a permis l'expression des divers intérêts et revendications anglophones et de toucher un plus grand nombre de personnes (Anyefru 2008). Les pages internet consacrées à la cause anglophone témoignent bien de la diversité des revendications et des objectifs qui sous-tendent ce que l'on considère comme un mouvement unique. Si certaines sont radicalement sécessionnistes, d'autres sont plus fédéralistes et traduisent une volonté de bénéficier d'une plus grande autonomie au sein de l'État camerounais tel qu'il existe. La crise en elle-même a été déclenchée par l'expression d'un ensemble de revendications par des avocat-es, des enseignant-es et des syndicalistes en 2016 ; ce groupe de personnes s'opposait à la nomination de juges francophones dans la région anglophone et, plus généralement, à l'impression qu'ils et elles avaient que l'on remettait en cause les cadres de la *common law*/coutumiers dans les pratiques judiciaires quotidiennes. Le gouvernement a emprisonné plusieurs militant-es modéré-es pro-décentralisation et pro-fédéralisme et, ainsi, renforcé les groupes sécessionnistes les plus radicaux (ICG 2017). Selon certains analystes, le gouvernement a délibérément tenté de réduire l'ensemble du mouvement anglophone à sa composante sécessionniste dans le but de le discréditer aux yeux de la population francophone et des acteurs internationaux. Mais, comme nous l'avons montré précédemment, celui-ci rassemble des revendications très diverses d'ordres économique, politique et social auxquelles le gouvernement n'a, à ce jour, pas véritablement apporté de réponse. Au sein de ce mouvement, les femmes se sont rassemblées et mobilisées pour exprimer leurs revendications, et ont constitué un sous-groupe important. Elles ont notamment mené plusieurs campagnes sur les médias sociaux sur des thèmes bien plus vastes que les violences faites aux femmes durant le conflit ; elles ont notamment mis l'accent sur l'accès des enfants à l'école et à l'éducation, sur l'inclusion des femmes dans les processus de paix, sur la nécessité d'inclure les différentes parties prenantes et groupes d'intérêts dans les pourparlers ainsi que sur la sécurité des groupes vulnérables dans l'espace public (Tchoua Mougoué 2019).

La couverture du conflit

Il est particulièrement intéressant de noter que les récits et informations qui circulent à propos de certains événements clés de la crise anglophone – et des raisons pour lesquelles ils ont eu lieu – sont souvent contradictoires. Par exemple,

on a rendu compte du fait que plus de 50 écoles avaient été envahies et incendiées par des séparatistes. Mais, selon certains contre-récits, l'armée camerounaise aurait brûlé ces écoles dans le but de limiter le nombre de lieux dans lesquels les groupes rebelles seraient susceptibles de se cacher ou de se rassembler. La destruction des écoles est devenue un problème prégnant dans la région où des centaines d'infrastructures scolaires ont été incendiées ou vidées de leurs installations; les enseignant-es et les élèves vivent dans la peur, et les écoles restent les principaux sites conflictuels alors même que des militant-es mènent des campagnes pour que celles-ci deviennent des zones interdites tant aux rebelles qu'à l'armée. De la même façon, deux médias ont publié des récits contraires à propos d'un incident survenu dans une prison. Le premier a affirmé que l'armée avait ouvert le feu sur des prisonniers désarmés alors que l'autre a prétendu que ce sont les prisonniers qui avaient incendié la prison.

À la lumière du contexte historique précédemment décrit, on peut distinguer les récits en fonction de leur situation et de leur historicité propres. Mais nous nous heurtons au fait que les informations relatives aux événements qui se déroulent sur le terrain ne sont pas systématiquement captées et diffusées. Nombre de journalistes ont été emprisonnés, ce qui a considérablement altéré la nature et l'envergure de la couverture du conflit au quotidien. Les médias sociaux se sont emparés du cas de Mancho Bibixy en 2018, année durant laquelle de nombreuses personnes ont demandé sa libération par mots clés et articles interposés. Ce journaliste, qui traitait de l'actualité de la région anglophone, a été condamné à 15 ans d'emprisonnement pour « s'être livré à des actes de terrorisme ». Les interventions de ce type ont des répercussions sur l'ensemble des journalistes du pays dans la mesure où elles créent un climat de peur et conditionnent les choix dans la couverture des informations et dans les personnes à qui l'on permet de s'exprimer. Outre les activités des organes de presse locaux, les recherches menées par les organisations et ONG internationales ont elles aussi été compromises. En avril 2019, par exemple, un chercheur de l'organisation Human Rights Watch s'est vu refuser l'autorisation de mener une recherche sur le territoire national. Un certain nombre d'organisations comme Human Rights Watch et International Crisis Group ont publié des rapports sur la nature du conflit en cours; mais il conviendrait d'approfondir les recherches sur la nature exacte du conflit et des violences connexes, et notamment de faire entendre la voix de ceux et celles qui restent confinés à la marge. Les femmes, quel que soit leur statut sociopolitique, sont pour la plupart marginalisées dans la couverture du conflit. Mais les groupes de femmes s'organisent et adressent des revendications à l'État ainsi qu'à d'autres institutions. Par exemple, en 2017, des femmes camerounaises anglophones se sont mobilisées et ont recouru aux formes traditionnelles de protestation pour créer une solidarité politique en leur faveur et demander à être davantage incluses dans l'appareil étatique. Des femmes de toutes les classes d'âge ont manifesté et ont usé de méthodes visant à choquer les agents masculins de la force publique; elles se sont notamment déshabillées en public dans le but d'affirmer leur droit à agir dans les espaces publics (Tchouta Mougoué 2019). Différents groupes de femmes, notamment la South West/North West Women's Task Force (SNWOT) et Women for Change, se sont rassemblés pour exiger que les femmes soient associées au processus de paix et aux pourparlers à venir. En 2019, elles ont fait campagne pendant la Journée internationale des droits des femmes pour attirer l'attention sur leurs revendications (BBC News Pigdin 2019).

Quand on omet de prendre en considération la diversité des groupes concernés par la crise, on réduit celle-ci à un affrontement dualiste – et c'est souvent ainsi que ce conflit est présenté par les acteurs les plus visibles et les plus audibles des deux camps. Cette approche ne tient pas compte des préoccupations et revendications qui constituent le cœur du conflit pour la plupart des groupes concernés, et exclut notamment le point de vue des femmes sur la crise. Les médias sociaux donnent davantage de place à la diversité des problèmes et des revendications; leur analyse permet notamment de mieux rendre compte de ce qu'expriment les femmes. À la lumière des changements, ruptures et revendications politiques importants qui ont été apparus durant ces deux périodes, les sections suivantes traitent de grandes questions qui revêtent, ou pourraient revêtir, une importance certaine dans le cadre du conflit actuel.

LES THÈMES À EXPLORER EMPIRIQUEMENT SUR LE TERRAIN

Compte tenu du contexte historique que l'on vient de décrire et des structures et changements socioéconomiques et politiques au Cameroun, auxquels viennent s'ajouter les événements liés à la crise actuelle, on peut mettre en évidence plusieurs thèmes qu'il conviendrait d'étudier de manière approfondie sur le terrain. Les conclusions de cet article ont vocation à alimenter ces recherches, notamment en contribuant à : (a) situer les spécificités en fonction des régions ; (b) faire entendre la voix des femmes ainsi que la diversité de leurs points de vue et revendications dans le cadre de ce conflit ; et (c) comprendre la nature structurelle de l'exclusion. Ces recherches sont particulièrement importantes dans un environnement qui ne permet aux journalistes ni de publier ni de diffuser les informations qui rendent compte du point de vue des « marginalisés-es ». Les sections suivantes traitent des grands thèmes qui devraient être attentivement explorés par les recherches sur la portée et la nature de la crise anglophone et des violences connexes. Toutes se terminent par des questions de recherches susceptibles de guider le recueil des données et des informations.

Déplacements de population et économie politique

Le Cameroun compte plus de 700 000 personnes déplacées dans les régions du Nord-Ouest/Sud-Ouest.³ Ces personnes vivent dans une grande précarité et une grande insécurité, et manquent de moyens de subsistance – notamment de vivres, d'eau et de protection. On estime, à l'heure actuelle, que 2,3 millions de Camerounais-es ont urgemment besoin d'aide humanitaire dans la partie anglophone du pays. Parmi les déplacé-es internes, les femmes (environ 68 %) vivent dans des conditions de vulnérabilité extrême. Pendant les conflits, les médias rendent souvent compte de cas isolés de violence sexuelle contre les femmes, mais la couverture médiatique montre aussi le fardeau qui pèse sur les femmes quand elles sont à la merci des hommes. Il est donc particulièrement important d'étudier les structures et réseaux au sein desquels se manifestent et se perpétuent les formes genrées de violence et d'exclusion. Il convient, en premier lieu, d'élargir notre appréhension de la notion même de déplacement.

Le secteur agricole a été le plus durement frappé par la crise. Les agriculteur-trices, dont la subsistance dépend de leur rattachement à une terre, ont dû fuir la région. Les récoltes et revenus issus du café et du cacao (produits principalement dans les régions Sud-Ouest et Nord-Ouest) connaissent un déclin brutal depuis quelques années. Malgré cela, l'économie camerounaise est restée stable dans son ensemble, en grande partie grâce aux exportations de pétrole qui constituent une part importante du produit intérieur brut depuis les années 1980. Dans la mesure où cette crise agricole n'a pas de répercussions sur l'économie nationale, le monde agricole anglophone se trouve isolé, et il est peu probable que des mesures soient prises pour résoudre les problèmes qu'il rencontre.

Dans la section relative à la libéralisation économique des années 1990, nous avons vu que les cultures de rente comme le café ou le cacao étaient devenues majoritaires dans la production agricole de la région anglophone. Cette évolution s'est doublée d'une privatisation massive des ressources et des terres autrefois communautaires, et d'un processus d'accaparement des terres par les entreprises privées, favorisé par l'État camerounais lui-même. Les moyens de subsistance, les sources de revenus et le rapport à la terre de certains groupes sociaux s'en trouvent précarisés. À cause des déplacements, des groupes entiers de population ont été privés des droits et ressources dont ils disposaient sans toutefois pouvoir recourir à des solutions de substitution. Ces déplacements structurels et de long terme sous-tendent les déplacements actuels car les structures sociales et les réseaux de protection susceptibles de fournir des solutions de substitution ont été considérablement altérés.

Le statut des femmes dans l'économie politique

Depuis quelques années, mais aussi depuis quelques décennies, les femmes ont été particulièrement touchées par la montée de la précarité et des incertitudes

économiques. L'accès à la terre est un sujet profondément genré dans le droit coutumier. Les formulations sont variables mais, d'une manière générale, les femmes ne disposent pas des mêmes droits successoraux et fonciers que les hommes. Dans certains cas toutefois, elles jouissent d'un droit à exploiter la terre. Le droit coutumier se heurte au cadre légal national unifié qui, lui, confère aux femmes des droits successoraux et fonciers, et cette imbrication contraint les femmes à évoluer dans un faisceau complexe de droits et de rapports à la terre. Le nombre de femmes propriétaires de terres augmente progressivement depuis quelques décennies. En réaction, certains tentent de restreindre les droits des femmes en la matière, et même certains droits dont elles jouissaient auparavant en vertu du droit coutumier – notamment le droit à exploiter la terre et à bénéficier du produit de la vente des récoltes. En outre, les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre du secteur informel. Les canaux économiques ouverts aux femmes déplacées sont peu nombreux, et il semble que nombre d'entre elles se soient tournées vers la prostitution ou la domesticité dans les centres urbains. Les revendications des femmes ne peuvent pas être saisies d'un seul tenant; il convient d'étudier les rapports qu'entretiennent les différents groupes de femmes avec et au sein de l'économie politique, et de répondre notamment aux questions suivantes: quelles sont les perspectives économiques ouvertes aux femmes? Quelle est la nature de la division genrée du travail? Quelle est la part des responsabilités domestiques et sociales assumées par les femmes et par les hommes? Quels sont les actifs immobilisés dont disposent les femmes? Que font les femmes? Dans quel espace physique agissent-elles? Quels changements a-t-on pu repérer? Combien de temps consacrent-elles à leurs différentes tâches et activités?

Les systèmes sociaux de confiance et de défiance

La transformation du paysage de l'économie politique s'est doublée de profondes modifications des hiérarchies et du tissu social. Comme nous l'avons mentionné, les chefs de village ont dû composer pour conserver leurs partisans tout en tirant profit des changements économiques et politiques des années 1990. Sur le plan économique, on a pu noter des cas évidents d'accaparement de terres pour lesquels les chefs locaux ont apporté leur soutien à l'État et aux entreprises à l'œuvre. Les chefs en question ont perdu la confiance de la population, laquelle s'est tournée vers d'autres acteurs pour exprimer ses revendications et satisfaire son besoin de justice. Il est indispensable de tenir compte de ces changements qui sont intervenus dans l'économie morale de la région et dans les systèmes connexes de confiance et de défiance, notamment au moment où la confiance en l'État camerounais s'érode. Les populations locales sont donc particulièrement vulnérables du fait de leur défiance envers la plupart des autorités.

Au cours de la crise actuelle, des cas de violences sexuelles perpétrées par des militaires ont été signalées. Toutefois, on ne dispose ni de rapports détaillés ni de statistiques à cause du tabou qui pèse sur les violences faites aux femmes. Les femmes elles-mêmes s'abstiennent de signaler les violences et abus sexuels dont elles sont victimes par peur des représailles; les structures de confiance sociales sont trop peu nombreuses pour leur garantir que leurs signalements n'auront pas de conséquences néfastes. En outre, on a récemment rendu compte du fait que des groupes rebelles ont commis des enlèvements, ou menacé d'en commettre, dans le but de soutirer de l'argent ou des ressources à des populations locales. Outre ces cas d'usage de la force par des insurgés, il convient d'étudier de manière plus approfondie la précarité des rapports sociaux de confiance. Quel soutien la population locale apporte-t-elle à la rébellion? En quoi ce soutien varie-t-il selon le genre? Parmi les actions menées ou les idées défendues par la rébellion, quelles sont celles qui sont soutenues par la population, et quelles sont celles qui ne le sont pas? Pour quelles raisons? En qui les femmes ont-elles confiance? En qui n'ont-elles plus confiance? En quelles institutions ont-elles ou n'ont-elles pas confiance? Y a-t-il eu des changements dans ce domaine? Ces questions permettraient de préciser la nature de la satisfaction ou de l'insatisfaction vis-à-vis des autorités locales et de l'État et, donc, de mieux comprendre le processus de production de la confiance.

L'inclusion politique et économique dans l'État camerounais

En étudiant les pages des médias sociaux consacrées à la lutte anglophone durant et avant la crise actuelle, on peut constater la grande diversité des priorités et revendications exprimées. Une grande partie d'entre elles traduisent le désir d'autonomie et de fédéralisme de la région anglophone et, donc, sa volonté de jouir d'une plus grande liberté de décision. C'était également la principale revendication des avocat-es, syndicalistes et enseignant-es qui ont commencé à exprimer leurs doléances et à se mobiliser en 2016 – moment où le conflit a éclaté. Certaines mesures, notamment l'emprisonnement de manifestant-es et des journalistes « modéré-es », ont alimenté les revendications les plus radicales et ont conféré aux rebelles une place encore plus centrale dans le mouvement. La crise anglophone est en constante évolution, mais il reste indispensable de poser les grandes questions suivantes aux différents groupes locaux. Par comparaison avec d'autres groupes, à quel degré se sentent-ils inclus/exclus au sein de l'État camerounais ? Pourquoi se sont-ils sentis exclus/inclus ? Revendiquent-ils un État indépendant, et qui imaginent-ils à sa tête ? Quelle serait la place des femmes dans cet État indépendant ? Revendiquent-ils une plus grande inclusion dans l'État ? À qui/quoi apportent-ils leur soutien dans le cadre de ce conflit, et pourquoi ? Qui sont les femmes leaders au sein de la communauté ? De quoi ou de qui tirent-elles leur pouvoir et leur statut ? D'où les futur-es leaders proviendront-ils ou elles ? Quelles sont les conséquences des fermetures d'écoles et des problèmes d'accès à l'éducation pour les filles ? Pour les garçons ? Pour les ménages ? Selon les femmes, quelles sont les revendications que les hommes sont susceptibles d'exprimer ? Que disent-elles des modalités d'engagement des hommes dans le conflit ?

CONCLUSION

Cette recherche nous a permis d'identifier plusieurs faisceaux de questions susceptibles de guider de futures recherches de terrain. Nous avons tenté de nous demander « où sont les femmes » dans chaque tendance et aspect du conflit en cours. En répondant à cette question, il est possible de mieux comprendre le rôle des femmes dans la crise en allant au-delà de l'image de victimes passives de la violence, et particulièrement de la violence sexuelle, qui leur est associée. Les femmes se trouvent dans chaque dimension et dans chaque moteur de la crise anglophone. Pour percevoir les véritables problèmes à l'origine de cette crise et pour leur apporter des solutions, les acteurs concernés devront prendre en considération la nature multidimensionnelle de la relation des femmes ainsi que des autres groupes avec cette crise.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anyefru, E. 2008. Cyber nationalism: The imagined Anglophone Cameroon community in cyberspace. *African Identities*,6(3), 253-274. DOI: 10.1080/14725840802223572
- Baye, F. M. 2008. Changing Land Tenure Arrangements and Access to Primary Assets under Globalization: A Case Study of Two Villages in Anglophone Cameroon. *African Development Review*, 20(1), 135-162. DOI:10.1111/j.1467-8268.2008.00180.x
- BBC News Pidgin. 2019. International Women's Day na 'Black Friday' for woman dem for Northwest and Southwest Cameroon - SNWOT. March 8. <https://www.bbc.com/pidgin/tori-47495176>
- Brewer, J. D. 2010. *Peace Processes: A Sociological Approach*. London: Polity.
- DeLancey, M. W. et M. D. DeLancey. 2000. *Historical dictionary of the Republic of Cameroon*. Lanham, MD: Scarecrow.
- Geschiere, P. 1993. Chiefs and colonial rule in Cameroon: Inventing chieftaincy, French and British Style. *Africa*,63(2), 151-175. DOI:10.2307/1160839
- . 2018. African Chiefs and the Post-Cold War Moment: Millennial Capitalism and the Struggle over Moral Authority. In *The politics of custom: chiefship, capital, and the state in contemporary Africa*. (Eds.) J. L. Comaroff et J. Comaroff. Johannesburg: Wits University Press.
- Gigova, R. 2016. Rights groups call for probe into protesters' deaths in Cameroon. CNN. 15 December. <https://edition.cnn.com/2016/12/15/world/cameroon-protesters-deaths/index.html>
- Goheen, M. 1997. *Men own the fields, women own the crops: Gender and power in the Cameroon grassfields*. Madison, WI: The University of Wisconsin Press.
- ICG (International Crisis Group). 2017. Cameroon: A worsening Anglophone crisis calls for strong measures. Briefing n°130. Bruxelles: International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures>
- ICG (International Crisis Group). 2019. Cameroon's Anglophone Crisis: How to get to talks? Report n°. 272. Bruxelles: International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pour-parlers>
- Kaushal, T. 2020. Contextually Engendering Conflict Analysis: The Case of the Anglophone conflict in Cameroon. Working Paper 11 | 2020. Geneva: Gender Centre, The Graduate Institute of International and Development Studies. <https://repository.graduateinstitute.ch/record/298377?ln=en>
- Krause, K. et O. Jütersonke. 2005. Peace, Security and Development in Post-Conflict Environments. *Security Dialogue*, 36(4), 447-462. DOI:10.1177/0967010605060449
- Mahwood, P. 1993. Applying the French Model in Cameroon. In *Local Government in the Third World*. (Ed.) P. Mahwood. Africa Institute of South Africa. 2nd edition.
- Mamdani, M. 1996. *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Mqeqe, R. B. 2003. *Customary Law and the New Millennium*. Alice: Lovedale Press.
- Ndi, F. A. and S. Batterbury. 2017. Land Grabbing and the Axis of Political Conflicts: Insights from Southwest Cameroon. *Africa Spectrum*. 52(1): 33-63. <https://doi.org/10.1177/000203971705200102>

RFI (Radio France Internationale) Afrique. 2017. Cameroun: Les premiers leaders anglophones libérés. 31 août.
<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20170831-cameroun-premiers-leaders-anglophones-liberes>

Richards, P. 2005. *No peace, no war: the anthropology of contemporary armed conflicts*. Ohio University Press.

Socpa, A. 2016. On “autochthon” and “allochthon” divide: ethnic stereotypes and social conflict in Cameroon. *African study monographs*. 37(1): 17-28. DOI:10.14989/209028

Tajoche, J. T. 2003. *Cameroon: History in the 19th and 20th Centuries*. Buea (Cameroon): Education Book Center.

Tchouta Mougoué, J. B. 2019. Gender in Cameroon's anglophone crisis. *Africa Is a Country*. 23 June. <https://africasacountry.com/2019/06/gender-in-camerouns-anglophone-crises>



Le Centre genre

se consacre à la recherche et à la diffusion des connaissances en genre dans le développement et les relations internationales. Par ses activités de recherche, de formation et de communication/mobilisation, le Centre genre vise à ouvrir des voies pour lutter contre l'injustice, les discriminations et l'exclusion de genre.

Centre genre

Institut de hautes études internationales et du développement
Chemin Eugène-Rigot, 2 | Case postale 1672 | 1211 Genève 1 | Suisse
T: +41 22 908 57 00 **M:** gender@graduateinstitute.ch

graduateinstitute.ch/gender